

CONGO



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2653 - JEUDI 7 JUILLET 2016

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

COOPÉRATION

L'Inde fait
de beaux yeux
à l'Afrique

Pour tenter de gagner du terrain en Afrique, le Premier ministre indien, Narendra Modi, entame ce jeudi une tournée dans quatre pays africains. Le chef du gouvernement indien, qui se rendra tour à tour au Mozambique, en Afrique du Sud, en Tanzanie et au Kenya, espère à travers ces visites, dynamiser la coopération entre son pays et les Etats africains afin d'accéder aux importantes ressources naturelles dont regorge le continent. « Cette tournée marque un effort diplomatique sans précédent envers le continent africain et souligne l'importance pour l'Inde de mettre en place une relation diplomatique à plusieurs niveaux avec un continent en plein essor », souligne-t-on.

Page 7

DISPARITION

Le dernier
hommage des
corps constitués
au député
Yves Bernard
Mahoungou-
Massila

La dépouille mortelle de l'élu de la circonscription unique de Kimongo, dans le Niari, décédé le 22 juin au Maroc, a été rapatriée le 5 juillet par l'aéroport Maya-Maya. Un hommage officiel lui a été rendu hier par les corps constitués nationaux au Palais des congrès de Brazzaville ? Dans son oraison funèbre, Michel Mahinga, secrétaire permanent au bureau politique du Parti congolais du travail, a mentionné « l'héritage d'engagement, de dévouement politique et d'amour du travail légué par Yves Bernard Mahoungou-Massila ».

Page 2

ÉDITORIAL

Kigali

Page 2

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS renforce
la prévention contre
la fièvre jaune au Congo

En vue de renforcer les mesures préventives contre la fièvre jaune qui s'est déclarée en Angola et en RD Congo, deux pays voisins du Congo, l'Organisation mondiale de la santé zone Afrique (OMS/Afro) a dépêché des experts en

République du Congo où deux cas suspects ont été signalés par les autorités sanitaires. « Ces experts se sont investis depuis leur arrivée dans le diagnostic rapide de la situation épidémiologique, la logistique et la communication de

crises ainsi que dans la planification des activités prioritaires en étroite collaboration avec les responsables du ministère de la Santé et de la population », précise l'OMS Afrique.

Page 5

CONGO-CHINE

De nouveaux accords
dans plusieurs domaines

Le président chinois, Xi Jinping s'est engagé mardi, lors de sa rencontre avec son homologue Denis Sassou N'Guesso qui séjourne en Chine, à aider le Congo pour accélérer son programme d'industrialisation afin de diversifier son économie fortement dépendante du pétrole. « La Chine a l'intention d'élargir son partenariat avec la République du Congo dans les secteurs de l'agriculture et de l'aviation », a précisé le président chinois, ajoutant que les échanges dans les domaines tels que la culture, l'éducation, la jeunesse, ou encore les médias seraient aussi renforcés.

Page 3

Lionel Messi accroché par
la justice espagnole pour
fraude fiscale

Page 16



ÉDITORIAL

Kigali

Alors que se prépare le Sommet de l'Union africaine qui se tiendra en fin de semaine prochaine à Kigali, capitale du Rwanda, il n'est pas inutile de rappeler à ceux qui seraient tentés de l'oublier qu'il importe au plus haut point, pour notre continent, d'apporter des réponses claires aux deux questions que voici.

La première concerne la place que l'Afrique, notre Afrique tout particulièrement, occupe dans la gouvernance mondiale. Tenu jusqu'à présent pour quantité négligeable par les puissances qui dominent la planète, le continent sur lequel nous vivons s'impose au fil des jours comme la communauté qui influera de façon déterminante sur le destin de l'humanité dans les décennies à venir. Ceci, d'abord, parce qu'il rassemblera à lui seul le quart de l'espèce humaine, ensuite parce que son comportement vis-à-vis de la nature qui l'entoure décidera de la préservation ou de la dégradation de l'environnement mondial. Le temps est manifestement venu, dans ces conditions, de lui faire au sein des Nations unies et des institutions internationales qui en dépendent une place correspondant à sa présence sur la Terre. Mais encore faut-il que ses dirigeants le disent clairement et jettent tout leur poids dans la bataille afin d'obliger les «Grands» à s'y résoudre enfin.

La deuxième question, toute aussi essentielle, concerne la fin de la Cour Pénale Internationale qui a repris ces dernières années les rênes de la justice coloniale et qui ne cesse de rendre des «jugements» à l'encontre des seuls dirigeants africains ne reflétant en rien l'Etat de droit que cette institution est censée défendre ; nous en avons eu très récemment une preuve accablante avec la condamnation de Jean-Pierre Bemba à dix-huit ans de prison. Jusqu'à présent, hélas, seules des voix isolées se sont élevées ici et là sur le continent pour dénoncer le comportement insupportable des procureurs et des juges de la Cour. Mais ce silence, qui ressemble à du mutisme, ne saurait durer plus longtemps si l'Afrique veut être respectée par les nations qui ont pris en otage la gouvernance mondiale au sortir de la deuxième guerre mondiale. Et le sommet de Kigali constitue pour les dirigeants africains l'occasion idéale de clamer cette évidence à la face du monde.

Une chose est sûre : l'Afrique retient son souffle à la veille de cette rencontre et espère que celle-ci fera enfin entendre sa voix sur la scène mondiale.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Les institutions de la République rendent hommage au député Yves Bernard Mahoungou-Massila



André Obami-Itou et Justin Koumba suivant l'oraison funèbre (DR)

Les membres du parlement avec à leur tête les présidents des deux chambres, André Obami-Itou et Justin Koumba, ceux du gouvernement, de la société civile, et du Parti congolais du travail (PCT), ont rendu hier à Brazzaville, un dernier hommage au député de la circonscription unique de Kimongo, Yves Bernard Mahoungou-Massila, décédé le 22 juin dernier au Maroc.

La cérémonie d'hommage a débuté très tôt au siège communal du Parti congolais du travail où, le secrétariat permanent conduit par son secrétaire général Pierre Ngolo s'est incliné devant la dépouille du disparu, avant l'étape du Palais des congrès où ses collègues parlementaires ont fait le même geste.

Dans l'oraison funèbre lue par le secrétaire permanent du bureau politique du PCT, chargé des droits humains, Michel Mahinga, il ressort que le député Yves Bernard Mahoungou-Massila est né le 15 juin 1953 à Kougou dans le district de Kimongo, département du Niari. Il a débuté ses études à l'école primaire de Boukou-Moukongo puis à Loudima gare où il obtient son Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE).

Il poursuit au Collège d'enseignement général Hammar de Dolisie et en sort avec un brevet, avant de s'inscrire au Lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire où il obtient un baccalauréat série C en 1975. Désireux de poursuivre les études supérieures, le jeune étudiant, passionné des mathématiques, est admis à l'École nationale d'administration (ENA) de Brazzaville, option statistiques.

Il en sort avec le diplôme d'Ingénieur des travaux statistiques en 1977. L'année d'après, il est intégré à la fonction publique et affecté comme agent au service statistiques du ministère des Transports et des travaux publics. Sa passion pour les études n'étant pas assouvie, ce dernier prépare et obtient un doctorat ès sciences économiques à la fa-

culté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Toulon et du Var en France en 1995. Il intègre par la suite la compagnie nationale aérienne Lina Congo où il assumera plus tard les fonctions de directeur général.

Au plan politique, Yves Bernard Mahoungou-Massila a été élu député à l'Assemblée nationale pour le compte de la circonscription électorale de Kimongo depuis 2002 jusqu'à sa mort, soit trois mandats successifs.

Notons qu'il était aussi membre de la Haute Cour de justice et président national de la Coordination des associations et réseaux de la société civile congolaise (Caresco) de 2013 jusqu'à sa mort. Parmi les distinctions reçues, on peut citer celles de Chevalier dans l'ordre du dévouement congolais et de Commandeur dans l'Ordre du mérite congolais. Yves Bernard Mahoungou-Massila sera inhumé jeudi à Kougou, son village natal.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia
Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-
signet, Brice Tsébé, Irin Mauouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngoni

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

COOPÉRATION

La Chine s'engage à aider le Congo dans la diversification de son économie

Le président chinois, Xi Jinping s'est engagé mardi, lors de sa rencontre avec son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso qui séjourne en Chine, à aider le Congo dans son industrialisation.

« La Chine a l'intention d'élargir son partenariat avec la République du Congo dans les secteurs de l'agriculture et de l'aviation », a précisé le président chinois, ajoutant que les échanges dans les domaines tels que la culture, l'éducation, la jeunesse, ou encore les médias seraient aussi renforcés. Au cours d'un tête-à-tête, les deux pays ont décidé de hisser leurs relations à un partenariat stratégique global tout en mettant un accent sur le renforcement de la confiance politique à travers les échanges entre les gouvernements. « La Chine est prête à communiquer et à s'organiser avec la République du Congo dans le maintien de la paix et de la sécurité en Afrique, le changement climatique et d'autres affaires régionales et internationales importantes », a déclaré Xi Jinping. Pour sa part, le chef



Les couples présidentiels après le tête-à-tête entre les deux chefs d'Etat/Photos Xinhua

de l'Etat congolais a exprimé ses félicitations pour le 95^e anniversaire de la fondation du Parti communiste chinois (PCC) et salué la coopération bilatérale remarquable dans la construction d'infrastructures, l'électricité et la santé.

Appréciant en effet le rôle positif de la Chine en Afrique,

Denis Sassou N'Guesso a souligné que son pays était prêt à prendre le partenariat stratégique global bilatéral comme une opportunité pour promouvoir la coopération entre les deux pays en particulier, et la coopération Chine-Afrique en général.

« La République du Congo

s'attend à davantage de collaboration avec la Chine dans les zones économiques spéciales, dans la capacité de production industrielle, le commerce et la culture, et veut accueillir plus d'investissements chinois au sein du pays », a indiqué le président du Congo.

Après la rencontre au sommet entre les deux chefs d'Etat, le président congolais a eu, dans la même journée du mardi, une rencontre avec le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine (Parlement chinois), Zhang Dejiang. Dans le cadre du raffermissement de leurs liens de coopération et de partenariat, les deux Etats ont procédé à la signature d'une dizaine d'accords et autres documents qui portent sur la coopération industrielle, commerciale et juridique. Il s'agit également des accords sur l'aide sans contrepartie de 200 millions de yuans ; de l'accord-cadre pour le développement de la coopération sur la capacité de production entre la commission nationale de développement et de la réforme de la République populaire de Chine et le ministère de l'aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux. De même, des accords en matière d'énergie, d'infrastructures, des finances et d'agriculture ont aussi été signés par les deux parties.

Xinhua

Le Brésil disposé à faire avancer la situation de la femme congolaise

La ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Inès Nefer Bertille Ingani, a échangé le 06 juillet à Brazzaville, avec Rafael F. Luz, chargé d'Affaires de l'ambassade de la République Fédérale du Brésil au Congo, sur les questions de la parité homme-femme, la coopération institutionnelle et la promotion de la femme agricole.

« C'était une visite de courtoisie. Et, la ministre m'a parlé de quelques projets liés à son agenda ainsi que des possibilités de coopération entre le Brésil et le Congo. Le Brésil est expérimenté dans le domaine agricole. Ainsi donc, nous sommes disposés à faire avancer la situation de la femme dans ce domaine », a expliqué Rafael F. Luz. Les deux personnalités ont tenu également à faire évoluer la coopération institutionnelle à travers un ensemble d'actions mises en place dans

le souci de développer les intérêts communs.

« Nous avons aussi discuté de la coopération institutionnelle entre le Congo et le Brésil. Quand on parle de la parité homme-femme, on sait que le Congo est très avancé, une loi est d'ailleurs sur la table du Parlement. On doit toujours coopérer mais je ne dois pas devancer les autorités du Brésil pour détailler certains axes de collaboration », a commenté Rafael F. Luz.

Le diplomate Brésilien au Congo a déclaré à la



La ministre Inès Nefer Bertille Ingani échangeant avec son hôte, Rafael F. Luz

presse qu'il compte poursuivre ces pourparlers avec le ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développe-

ment. « Très ultérieurement, je vais présenter au ministre d'autres propositions du Brésil dans le cadre de la coopération avec le Congo

dans le secteur de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement », a-t-il conclu.

Fortuné Ibara



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

La Représentation Nationale au Congo - Brazzaville du Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies procédera à l'actualisation de sa liste restreinte de compagnies fournissant des services logistiques au Congo - Brazzaville :

- Transport fluvial Brazzaville/Impfondo/Bétou;
- Transport routier Pointe - Noire / Brazzaville, Pointe - Noire / Nkayi;
- Transport routier Brazzaville/Pool-sud, Brazzaville/Pool-nord, Brazzaville/Axe-nord (Ngo, Gamboma, Djambala, Owando, etc.) et Brazzaville/Boundji;
- Transport routier Brazzaville/Enyelle/Bétou via Ouesso;
- Transport routier Bétou/Environs et Bétou/Enyelle/Environs.

A ce propos, le PAM voudrait porter à la connaissance du public que toute entreprise intéressée, existant au Congo - Brazzaville et jouissant du Droit Congolais avec représentation physique au Congo - Brazzaville, est priée de récupérer le questionnaire de pré-qualification à partir du 07/07/2016,

•AUX LIEUX SUIVANTS :

3. Bureau National du PAM à Brazzaville, sis :
Avenue du Général De Gaulle, derrière l'Institut Français (ex CCF), à côté de l'UNICEF (République du Congo) Tél. +(242) -

Contacts : M. Didier MBEDI : +(242) - 06.971.46.03

Mme Krishna MANIKA : +(242) - 06.975.97.60

4. Sous-Bureau du PAM à Pointe-Noire, sis :

Autoroute de l'aéroport, derrière l'hôtel Palmeira (République du Congo)

Tél. et contact : M. Antoine Pujols AMBOU : +(242) - 06.976.01.40

•OU PAR EMAIL en écrivant à l'adresse suivante :

brazzaville.procurement@wfp.org (avec comme sujet AMI/LOG-006-1/2016)

Ce questionnaire de pré-qualification devra être dûment rempli, signé et cacheté et retourné au PAM en mains propres ou par email sous format scanné, accompagné des copies de tous les documents officiels (dossier fiscal complet en rapport avec les activités citées ci-dessus) demandés au plus tard le 21 juillet 2016 à 17H00. Seuls les dossiers complets (questionnaire + pièces justificatives) seront pris en compte par le Comité des Contrats du PAM dans le processus de référencement des fournisseurs.

Ce questionnaire sera analysé, puis une présélection de fournisseurs potentiels sera faite, suivie d'une visite des installations/Magasins, Entrepôts.

Les rapports de visites seront analysés par un comité, et une liste définitive sera retenue.

Le PAM se réserve le droit de ne pas donner suite à cet appel à manifestation d'intérêt ou de ne présélectionner aucun des candidats. Il se réserve également le droit de demander des informations complémentaires aux organismes présélectionnés.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter :

•M. Didier MBEDI tél. : +242. 06.971.46.03 ou M. Romuald MIKOUNGUI tél. : +242. 06.882.04.75 au Bureau National du PAM à Brazzaville,

•M. Antoine Pujols AMBOU au Sous-Bureau du PAM à Pointe-Noire, tel: +242.06.976.01.40

Un Groupe International en forte croissance, spécialisé dans la vente des matériaux de construction cherche deux (02) Agents Commerciaux de terrain
Description du poste

Vous avez les missions et responsabilités suivantes :

- Vendre le produit de l'entreprise,
- Développer le portefeuille clients de l'entreprise,
- Procéder à la prospection commerciale, à la veille commerciale et aux recouvrements après-vente,
- Mettre en place des actions de fidélisation afin de pérenniser la relation commerciale entre les clients et l'entreprise,
- Proposer une stratégie commerciale et mettre en place le plan d'action défini,
- Analyser, étudier le marché et faire un rapport d'étude aux fins de permettre à l'employeur de prendre de bonnes décisions commerciales,
- Identifier, hiérarchiser et planifier vos visites dans le but de développer les ventes à court, moyen et long termes,
- Contribuer à étoffer l'offre commerciale de l'entreprise (création de partenariats, développement de la base de données, suivi de vos actions commerciales et de leurs retombées),
- Envisager un développement à moyen terme sur la zone commerciale dans le cadre des projets d'expansion des marchés.
- Faire un reporting journalier à son employeur.

Profil recherché pour le poste : Agents Commerciaux (H/F)

-Niveau : BAC+2 en marketing/ action commerciale/ gestion commerciale/commerce

-Expérience professionnelle : 3 ans minimum

-Bonne connaissance de l'industrie de la construction / matériaux de construction

-Qualités requises : Savoir être accueillant vis-à-vis des clients, avoir une bonne maîtrise de la langue française, avoir la capacité de convaincre pour mieux écouler le produit, être capable de travailler sous pression, avoir une force de vente, être autonome, dynamique et volontaire.

Critères du poste : Agents Commerciaux (H/F)

Type de contrat : CDD

Lieu d'embauche : Pointe-Noire (01 Agent)

Brazzaville (01 Agent)

Situation : vous travaillez sous la coordination du Directeur Général

Contacts :

Email : rh.cucongomc@gmail.com

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN



LES DÉPÊCHES DU CONGO

ÉDITION INTERNATIONALE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

RETROUVEZ VOTRE
ÉDITION INTERNATIONALE

DISPONIBLES À PARIS

OÙ TROUVER VOTRE QUOTIDIEN ?

- Kiosque Place Clichy (face Quick) au 7, Place de Clichy 75017 Paris
- Kiosque Mémilmontant au 139, bd de Mémilmontant 75011 Paris
- Kiosque face au Fouquet's 99, av. des Champs Elysées 75008 Paris
- Kiosque Porte de Clignancourt au 77, bd d'Ornano 75018 Paris
- Kiosque au 27 avenue Hoche 75008 Paris
- Kiosque sortie métro Barbès Rochechouart 75010 Paris

Abonnez-vous par mail : rh.cucongomc@gmail.com

 Brazzaville
Kinshasa

CRIMINALITÉ

Des malfrats mis aux arrêts pour viol et tuerie de la petite Paulina Mouandzabélé

La petite Paulina Mouandzabélé, âgée de 12 ans a été victime, le 4 juillet dernier à Pointe-Noire, d'un assassinat crapuleux par une bande de malfrats, commanditée par Bruno Romuald Ossié, qui écume l'arrondissement 5, Mongo Poukou, notamment le quartier Coraf.

Ce forfait est le sixième du genre perpétré par Bruno Romuald Ossié et sa bande. Selon leurs premiers aveux à la gendarmerie, ces criminels auraient un plan macabre qui, à terme, devait violer et assassiner sept jeunes filles afin de recueillir leur sang. Parmi les bourreaux de Paulina Mouandzabélé, un certain Arnaud, à qui Bruno Romuald Ossié aurait promis la somme de 80 millions de FCFA à la septième victime. Ayant constaté la disparition de Paulina du toit familial, les parents se sont vite mis à ses trousses. Une journée entière de recherche n'a rien donné. Heureusement, au moment de l'enlèvement, une voisine du quartier avait aperçu la petite Paulina en compagnie d'Arnaud. Celui-ci a d'abord nié les faits avant de les avouer à la suite d'une pression des gendarmes de la brigade de Mpita (arrondissement 1 de Pointe-Noire).

Devant les sévices, Arnaud finit par désigner le commanditaire, en la personne de Bruno Romuald Ossié, qui a lui aussi reconnu les faits, proposant à la famille de la défunte fille la somme de 12 millions de FCFA parce que, argumentait-il, il n'était plus possible de retrouver les restes mortels de la petite Paulina Mouandzabélé. Refusant cette option, les parents et les gendarmes ont poussé les bourreaux de Pau-



Bruno Romuald Ossié, l'un des malfrats

lina à détailler leur plan et à montrer le lieu où celle-ci a été enterrée. La vérité serait que, Arnaud et sa bande ont violé la petite Paulina, cassé tous ses membres et recueilli son sang dans des bouteilles pour remettre à Ossié Bruno Romuald, un sujet congolais d'une soixantaine d'années, avant d'enterrer précipitamment et à moitié leur victime. C'est ici l'occasion d'éclairer l'opinion sur les motivations de ce genre de crimes et surtout la destination du sang recueilli sur les victimes.

Les présumés coupables sont encore à la Brigade de la gendarmerie de Mpita, en attendant la suite de la procédure.

Aux dernières nouvelles, le domicile du commanditaire Ossié Bruno Romuald, aurait été saccagé par les jeunes du quartier. Ce malfrat serait un ancien sociétaire de l'équipe de l'Etoile du Congo et ancien directeur départemental de la Snde Point-Noire.

La Rédaction

LUTTE CONTRE LE VIH

Le Kenya distribue un kit de circoncision non-chirurgicale

Pour contribuer à la réduction de la propagation du VIH, le Kenya vient de mettre en place un kit de circoncision masculine PrePex. C'est un dispositif capable de réaliser rapidement et facilement des circoncisions médicales sans chirurgie ni perte de sang.

« L'étude a montré que le kit masculin PrePex était conforme aux normes de sécurité internationales en la matière, et a ainsi ouvert la voie à son usage au Kenya », a déclaré le directeur du département du Sida et des Maladies sexuellement transmissibles du ministère kenyan de la Santé, Martin Sirengo, à l'occasion de la publication le 5 juillet au Kenya d'un rapport sur le kit de circoncision masculine PrePex. Le directeur du département du Sida et des Maladies sexuellement transmissibles du ministère kenyan de la Santé, a souli-

gné que le kit PrePex était déjà enregistré au Pharmacy and Poison Board du Kenya, et avait été introduit et testé dans le pays depuis 2015, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« La procédure se fait sans perte de sang, ne nécessite ni injection anesthésique ni points de suture, et ne prend que quelques minutes à effectuer. Une fois un consensusy atteint, le dispositif sera diffusé à grande échelle pour tous les hommes de 13 ans et plus », a expliqué M. Sirengo.

A la différence des méthodes traditionnelles, ce mode de circoncision s'est révélé rapide et sans douleur.

Le principal chercheur en charge des travaux d'étude sur ce dispositif, June Odoyo, a indiqué que la procédure était en mesure d'empêcher de nouvelles infections par le VIH chez

l'homme, et même le cancer du pénis.

« Nous avons procédé à une étude avec 2 475 volontaires dans dix régions habitées par des communautés qui ne pratiquent pas traditionnellement la circoncision. Les hommes infectés par le VIH et ceux dont le prépuce est anormalement serré ne seront cependant pas circoncis à l'aide de cette méthode tant que de nouvelles études n'auront pas été faites », a-t-il déclaré.

L'administrateur de West Pokot, dans le nord-ouest du Kenya, Julius Achia, a recouru à la procédure. A la différence des méthodes traditionnelles, ce mode de circoncision s'est révélé selon lui, rapide et sans douleur.

Une fois circoncis, la convalescence, a-t-il dit peut se faire à la maison, « ce qui permet d'économiser des frais d'hôpital ».

Yvette Reine Nzaba

MIGRATION

Pas de relâche pour les garde-côtes italiens en Méditerranée

Des vagues de clandestins prennent l'Italie pour destination finale. Mais les embarcations qui arrivent transportent aussi bien des vivants que des morts.

C'est littéralement la ruée : quelque 4.500 migrants à bord d'embarcations frêles ont occasionné une trentaine d'interventions des secouristes italiens dans le canal de Sicile. Le beau temps tant redouté est là. Avec 30° sous un soleil de plomb, une mer calme en Méditerranée : tous les ingrédients sont remplis pour faire les affaires des passeurs de clandestins depuis les côtes libyennes, distantes de celles d'Italie de seulement 300 km. A bord de barques de toutes natures et sans garanties de sécurité : barques en bois, canots pneumatiques de loisir, chalutiers fatigués en principe destinés à la casse dans quelque port libyen ou tunisien font l'affaire. En raison de 2000 à 5000 euros parfois (entre 1,3million et 3,5millions de CFA), les trafiquants font monter le plus de monde à bord de leur rafiote, et tant pis si on n'arrive pas à bon port !

Pour la seule journée de mardi, indiquent les garde-côtes italiens, leur navire Diciotti a secouru plus de 1.100 personnes qui se trouvaient à bord d'une embarcation en bois et de cinq canots pneumatiques. L'embarcation en bois transportait 435

migrants, dont 124 femmes et 18 mineurs. Car c'est la tendance désormais : de plus en plus de familles n'hésitent plus à se saigner littéralement pour mettre au bateau des enfants dont l'âge varie entre 8 et 15 ans.

On les confie à quelques adultes qui s'empressent de ne pas se révéler au moindre contrôle de police, ou en cas de danger. D'où des drames dans le drame : le dernier rapport de la justice italienne indique que de plus en plus de migrants sont maltraités pendant la traversée, et que ceux qui ne peuvent pas payer sont tout simplement dépecés pour prélever leurs organes ensuite vendus à des trafiquants égyptiens. Mais ces horreurs et ces souffrances indicibles ne semblent pas de nature à dissuader les candidats au départ vers l'eldorado européen devenu un véritable bunker. Les clôtures et les refoulements s'y multiplient. L'Italie annonce avoir recensé l'arrivée de 70.930 migrants sur ses côtes pendant les six premiers mois de cette année, soit le total des arrivées pour 2015 et 2014 ! Et plus de 10.000 candidats à la migration ont perdu la vie en Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe depuis 2014 : plus de 2.800 depuis le début de cette seule année 2016, selon les décomptes du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés, le HCR.

Lucien Mpama

SANTÉ

L'OMS renforce la prévention contre la fièvre jaune au Congo

Pour renforcer les mesures préventives contre la fièvre jaune qui s'est déclarée dans deux pays voisins du Congo, l'Angola et la RD Congo, l'Organisation mondiale de la santé zone Afrique (OMS/Afro) a dépêché des experts en République du Congo où deux cas suspects ont été notifiés par les autorités sanitaires.

Le déploiement d'une équipe d'appui à la préparation et au contrôle de la fièvre jaune dans le pays a entre autres objectifs, selon cette organisation onusienne, de renforcer la surveillance épidémiologique ; faire l'état des lieux du fonctionnement des services de vaccination et du dispositif logistique du PEV (Programme élargi de vaccination), mais aussi de renforcer les compétences nationales en communication.

« Ces experts se sont investis depuis leur arrivée dans le diagnostic rapide de la situation épidémiologique, la logistique et la communication de crises ainsi que dans la planification des activités prioritaires en étroite collaboration avec les responsables du ministère de la Santé et de la population », précise l'OMS Afrique.

Selon l'Organisation, la prochaine étape consistera, pour ces experts, à élaborer les plans d'activités prioritaires des départements de Brazzaville, de la Bouenza au sud du pays, et de l'Ile Mbamou, incluant la sécurisation des portes d'entrée et des zones frontalières avec les pays touchés.

La Rédaction

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr



DISTRIBUÉ PAR



CELEC

COMPTOIR D'ÉLECTRICITÉ DU CONGO

TOUCHE D'ÉLÉGANCE
CHOIX ET DESIGN

CÉLIANE



NILOÉ



KAPTIKA



LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE ET L'ASILE

L'UE fait du chantage aux pays africains

L'Union européenne (UE) a prévu un budget beaucoup plus conséquent dans le cadre de son nouveau partenariat avec les pays africains afin de limiter les demandes d'asile dans son espace. Mais la nouvelle a été inaudible, à cause de l'effervescence du Brexit.

Ainsi, les Européens expliquaient le 29 juin, que le flux des migrants, dont la majorité sont des migrants économiques, n'a pas diminué dans l'espace méditerranéen en 2016. Ils ont demandé à la vice-présidente de la Commission européenne (CE), Federica Mogherini, de préparer avant la fin de l'année le renvoi de ceux d'entre eux qui étaient en situation irrégulière.

Signés avec certains pays africains, des « pactes migratoires » prévoient notamment de juguler le mouvement migratoire des réfugiés directement en Afrique. Le Nigeria, le Soudan, le Mali devront à l'avenir jouer le rôle de « gardiens des frontières européennes, protéger l'espace Schengen de voyageurs indésirables ».

En retour, l'UE procédera à la mise en place des programmes d'investissement et une aide au développement « d'une ampleur sans précédent », soit près de 62 milliards d'euros en vue de motiver les pays africains de se conformer aux pactes. L'objectif étant d'élargir la sécurisation des frontières en vue d'éviter le nombre de morts dans la mer méditerranéenne en direction d'Europe. Ce qui ressemblerait à un acte désespéré.

L'UE est en faveur de stratégies visant à améliorer la situation dans les zones de conflit, et par la suite augmenter les quotas de reconduite ou de reprise en charge aux frontières, à travers une coopération plus étroite avec les pays de transit et d'origine. Un système de récompense est envisagé. Les pays acceptant de récupérer les migrants reconduits aux frontières et d'accueillir les réfugiés se verront attribuer une aide généreuse au développement, tandis que ceux qui ne coopèrent pas en ressentiront le poids dans les domaines de l'éducation, l'énergie, le changement climatique et l'agriculture. Ce projet a été critiqué par les organisations de défense des droits de l'Homme, indignées par le rachat de notre liberté en chargeant d'autres Etats du problème, en se conformant à l'adage « loin des yeux, loin du cœur », que les autres se débattent avec le problème, tant que nous n'ayons pas à le faire. »

Noël Ndong

LU DANS LA PRESSE AMÉRICAINE

Opportunités à gogo : l'Afrique dispose de gens entreprenant, mais de trop peu d'entreprises

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles l'Afrique n'a pas réussi à produire de nombreuses petites entreprises rentables, sans compter les grandes. Une raison majeure est l'accès difficile aux financements. « Il y a un mythe qui veut que chaque bonne idée trouve un financement », explique Goolam Ballim, l'économiste en chef de la Standard Bank d'Afrique du Sud. « Mais en Afrique, ça n'est tout simplement pas vrai. »

Pour commencer, les banques dans de nombreux pays africains servent principalement de relais aux économies, privilégiant les gouvernements plutôt que la marche des entreprises, car les bons du Trésor rapportent souvent aux Etats des taux d'intérêt juteux. Les emprunts du gouvernement font grimper les taux d'intérêt pour tout le monde. (Dans une grande partie de l'est et Afrique de l'Ouest, par exemple, les gens doivent payer des taux d'intérêt stupéfiants de 20-45% intérêt.)

Même si les entrepreneurs obtiennent l'accès aux financements, il est encore difficile pour eux de faire le commerce de produits. Ashish Thakkar, un entrepreneur africain et philanthrope, note que les pénuries d'électricité, les routes défoncées et les ports et chemins de fer inefficaces rendent réticents les fabricants. « Si quelqu'un qui fabrique des chaussures à Port Harcourt ne peut pas les faire transporter à Lagos [les deux villes sont au Nigeria]... Alors, il faut oublier de devenir une entreprise exportant mondialement. » Cela pourra changer lorsque que les gouvernements et les investisseurs canaliseront d'énormes investissements dans les infrastructures et l'électricité.

TradeMark East Africa, une organisation non-gouvernementale financée en grande partie par les gouvernements occidentaux pour encourager le commerce, estime que des améliorations dans les ports et les routes du Kenya ont réduit d'environ 60% le temps nécessaire pour expédier un conteneur du port de Mombasa à Kampala, la capitale de l'Ouganda, et par conséquent en réduisant les coûts aussi.

Comment « la légende de Tarzan » a été modernisée

« La légende de Tarzan », un film grand-studio, récemment sorti, mettant en vedette Alexander Skarsgard de « True Blood », vise à régénérer ce mythe emblématique de Tarzan quoique poussiéreux, au sein de la nouvelle génération.

Dans ce film, Tarzan symbolise traditionnellement la légende de l'héroïsme, le metteur en scène s'en sert pour dévoiler l'esclavagisme au Congo à la fin du 19ème siècle. On nous montre George Washington Williams, un soldat américain interprété par Samuel L. Jackson, voyageant au Congo et condamnant le traitement avilissant des indigènes par les colons. Certaines répliques de M. Jackson dans le film ont été reprises d'une lettre ancienne véridique, ce qui contribue à l'authenticité des scènes montrées. Quoique le film s'inspire de Tarzan, « le vrai héros est George Washington Williams, à certains égards », précise M. Yates, Le film a été tourné en Angleterre, certaines séquences au Gabon, les décors ont été assemblés dans les studios de Warner Bros. Cette complémentarité géographique des moyens aura réduit le budget du film.

Sonya Ciesnik

INDE/AFRIQUE

New Delhi renforce son influence économique sur le continent africain

Pour tenter de gagner du terrain face à la Chine qui est bien installée en Afrique, le Premier ministre indien, Narendra Modi, entame aujourd'hui une tournée dans quatre pays africains pour renforcer l'influence économique de l'Inde dans la région.

Le chef du gouvernement indien se rendra d'abord au Mozambique avant d'aller en Afrique du Sud, en Tanzanie et au Kenya. Par cette visite, Narendra Modi espère dynamiser la coopération de son pays avec les Etats africains dans le but d'accéder en particulier à leurs importantes ressources naturelles. D'ailleurs, c'est dans le cadre du renforcement des relations entre l'Inde et l'Afrique que le Premier ministre indien avait accueilli à New Delhi plusieurs chefs d'Etat africains pour afficher ses ambitions de partenariat en Afrique.

Certains analystes estiment que la tournée africaine de Narendra Modi est l'occasion pour les deux parties de ficeler concrètement des projets importants pour leur intérêt réciproque. « Cette visite n'est pas qu'un affichage. Elle est soutenue par un programme substantiel englobant tous les centres d'in-

térêt, aussi bien économiques que stratégiques », a dit Manish Chand, un analyste politique, éditeur du magazine Africa Quaterly. « Cette visite marque un effort diplomatique sans précédent envers le continent africain et souligne l'importance pour l'Inde de mettre en place une relation diplomatique à plusieurs niveaux avec un continent en plein essor », a-t-il ajouté.

Même si l'Inde gagne effectivement du terrain en Afrique, grâce au secteur de l'énergie, il faut noter que ce pays fait face au grand rival chinois d'autant que la présence indienne en Afrique encore est largement supplantée par celle de la Chine. En témoignent les échanges de Beijing avec le continent africain qui ont atteint 200 milliards de dollars l'an dernier, soit plus que le PIB combiné des 30 plus petits pays africains.

Malgré cela, le ministère indien des Affaires étrangères minimise la rivalité avec la Chine sur le continent africain. « L'Afrique est un continent immense. Elle a un besoin énorme de soutien au développement et de construction d'infrastructures. Tout le monde peut y trouver sa place », a rele-

vé Amar Sinha, haut responsable chargé des relations économiques au ministère indien des Affaires étrangères. Notons que 1,3 million de personnes d'origine indienne vivent en Afrique, une diaspora ayant un rôle crucial dans le projet indien visant à baliser la voie afin de conforter la position de l'Inde sur le continent.

Rien qu'en ce qui concerne sa coopération avec l'Afrique du Sud, l'Inde est désormais le sixième partenaire du pays avec des échanges combinés de 5,3 milliards de dollars pour 2015/16. Le renforcement de leurs liens s'explique entre autres par le fait que Pretoria milite en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce qui fait que l'Afrique du Sud, devenue un allié naturel de l'Inde plaide depuis longtemps pour obtenir un siège permanent. Inde et Afrique rassemblent à eux seuls un tiers de la population mondiale mais n'ont aucun siège permanent au Conseil. « L'Afrique du Sud est considérée comme un représentant du continent (...). Elle fait partie du groupe des BRICS et pèse sur la scène mondiale », a souligné Manish Chand.

Nestor N'Gampoula

BRÈVES

RCA : Au moins 10 morts dans des affrontements dans l'est

Au moins 10 personnes ont été tuées et plus de 25 autres blessées dans des affrontements armés entre factions rebelles à Bambari, dans l'est de la Centrafrique, pays qui enregistre un regain de violences. Ces combats opposaient entre eux membres de l'Unité du peuple centrafricain (UPC), une des principales factions armées issues de l'ex-rébellion Séléka, qui avait pris le pouvoir à Bangui en mars 2013, avant d'en être chassée par une intervention militaire internationale début 2014.

Génocide rwandais : Verdict pour deux bourgmestres jugés à Paris

Après deux mois de procès, l'avocat général, Philippe Courroye, a requis contre les bourgmestres la prison à vie, désignant les deux hommes, qui se sont succédé à la tête de Kabarondo, comme des rouages essentiels du génocide dans leur commune, à la fois des « superviseurs » et des « bourreaux à l'œuvre ». Avec constance, Tito Barahira, 65 ans, et Octavien Ngenzi, 58 ans, ont raconté leur impuissance face à un chaos qu'ils n'avaient pas vu venir, dans leur commune rurale où Tutsi et Hutu vivaient « bien » ensemble.

Cameroun : 14 footballeurs suspendus pour avoir menti sur leur âge

Quatorze footballeurs camerounais ont été suspendus par leur Fédération, qui les soupçonne d'avoir révisé leur âge à la baisse pour tenter de participer à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) des moins de 17 ans.

Niger : Twitter suspend les vengeurs du Delta

Le compte Twitter des Vengeurs du Delta du Niger, appelés « Niger Delta Avengers ». Utilisé pour revendiquer des attaques ou critiquer le gouvernement nigérian, ce compte a été « suspendu », car la réglementation de Twitter comprend une règle spécifique concernant les menaces ou la promotion du terrorisme.

Angola : 17 activistes libérés

Condamnés à des peines allant de deux à huit ans de prison, les ex-détenus, qui ont passé plus d'un an en prison, ont retrouvé leur liberté. Ils avaient été arrêtés pour avoir appelé à la démission du président José Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis 35 ans. Des militants des droits de l'homme, un enseignant et des journalistes figurent sur la liste des personnes libérées.

Mali: Regain de tension à Kidal

Vives tensions autour de Kidal au nord-est du Mali entre les unités de l'Azawad et le Gatia, un groupe armé pro-gouvernemental. Entre ces deux mouvements armés qui contrôlent la ville, la tension va crescendo avec en jeu, le leadership sur la région de Kidal. Le Gatia accuse son allié du Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad de vouloir s'accaparer tous les postes de commandement.

Josiane Mambou Loukoula

Juin 2016

Lettre d'informations spéciale**La loi FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act) :
Les institutions financières, agents du fisc américain.**

CACOGES

EDITORIAL



Les autorités américaines ont adopté en 2010, le Foreign Account Tax Compliance Act en sigle (FATCA). Entrée en vigueur le 1er Juillet 2014, FATCA s'entend d'un ensemble de règles mises en place par le gouvernement Américain pour lutter contre l'évasion fiscale des contribuables américains utilisant des comptes à l'extérieur des Etats Unis. La législation FATCA est alors un système de Reporting, c'est-à-dire un système mondial d'échange d'informations entre les Etats Unis et les autres pays. La législation FATCA a pour but d'empêcher les contribuables américains d'échapper à l'impôt en investissant au travers d'institutions financières non américaines ou de véhicules d'investissement offshore et de cacher leurs avoirs à l'administration fiscale américaine appelée «Internal Revenue Service» (IRS).

Avec cette loi, les Etats-Unis peuvent exiger de toutes les Institutions financières étrangères (banques, assurances-vie, fonds d'investissements, fondations, etc.), y compris celles qui n'opèrent pas sur le territoire américain, les noms et les données de leurs clients contribuables américains. Ainsi, FATCA oblige les banques des pays ayant signé ou non un accord avec le gouvernement américain, à communiquer tous les comptes et un certain nombre d'informations relatives à leurs clients, personnes physiques ou morales dont les revenus sont censés être frappés des taxes américaines.

Vous trouverez certainement dans cette publication, des éléments utiles à vos activités, c'est tout l'espoir de notre investissement.

Nous restons à votre disposition pour toutes suggestions et continuerons d'apporter les améliorations.

Bonne lecture.

Brice Voltaire ETOU OBAMI
Expert-comptable agréé CEMAC
n° EC389 - Associé, Gérant
Team Leader FATCA CACOGES
bvetou@yahoo.fr/
cacoges@gmail.com

Qu'est-ce que la loi FATCA ?

- «Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) ».
- Le Congrès américain a adopté la FATCA en 2010 pour lutter contre la fraude fiscale des contribuables américains.
- Les États-Unis exigent de tous leurs citoyens qu'ils produisent une déclaration de revenus et paient des impôts sans égard à leur lieu de résidence.
- Bon nombre de citoyens et de résidents congolais (ou autre) ont la double citoyenneté.

**Finalité**

Un contrôle de cohérence entre les déclarations des contribuables US et les éléments transmis par les institutions financières non US participantes (PFFI) concernant les revenus et les avoirs de ces contribuables.



Importance de la loi FATCA pour les institutions financières

La réglementation FATCA peut se décliner en cinq (5) grands chantiers opérationnels :

1. S'inscrire auprès de l'IRS (obtention du GIIN) ;
2. Revoir le périmètre et les caractéristiques des produits entrant dans le champ d'application de FATCA (produits) ;
– Identifier leurs clients (connaissance et maîtrise du client US Person) afin de les classer au sens de FATCA (US, Non-US avec indices d'américanité, récalcitrant, FFI NC (non compliant) et EFNC) ;
3. et mise à jour des procédures d'entrée en relation et d'ouverture de nouveaux comptes bancaires ;
4. Effectuer la retenue à la source de 30 % pour le compte de l'administration fiscale américaine sur leurs sources de revenus de source US perçue par les FFI compliantes sur les FFI non participants ou des titulaires des comptes considérés comme récalcitrants.
5. Signaler ces clients à l'administration fiscale américaine (Reporting). Transmettre obligatoirement à l'administration fiscale américaine certaines informations et données concernant les comptes et titulaires de comptes US ou récalcitrants.

Les institutions financières doivent faire les

reportings soit à leur Ministère des finances (IGA 1) soit directement à l'IRS par le système Fire.

Ces reportings exigent une documentation suffisante des dossiers de comptes :

- Waiver
- W8
- W9
- Etc...

Les institutions financières étrangères (IFE).

Elles doivent :

1. Conclure une entente de type IFE avec l'IRS pour devenir une IFE participante ;
2. Être « réputée conforme » ;
3. Choisir d'être « non conforme ».

Rappel du Calendrier de déploiement

Les obligations de FATCA sont encadrées par un calendrier dont les principales dates sont reprises ci-après :

- 1er janvier 2016
o Date limite pour que les FFI limités ou des succursales limitées (applicable dans les juridictions interdisant la conformité à FATCA) deviennent des FFI participants, et ainsi éviter aux autres FFI participants d'un groupe affilié étendu de perdre leur statut de FFI participants
- 15 mars 2016
o Les FFI participants doivent soumettre la première déclaration agrégée des paiements effectués aux FFI non-participants sur le Formulaire 8966 (au titre de l'année civile 2015)
- 31 mars 2016
o Echéance pour la déclaration des revenus des comptes américains (en plus des informations relatives aux soldes des comptes) par les FFI participants au travers du Formulaire 8966 (au titre de l'année civile 2015)
- 30 juin 2016
o Les Agents payeurs américains, FFI participants et FFI enregistrés réputés conformes doivent avoir documenté tous les comptes commerciaux préexistants identifiés comme n'étant pas, à première vue des FFI. Si le FFI a signé un contrat FFI après le 1er juillet 2014, le délai est de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de ce dernier.
- 30 juin 2016
o Date limite imposée aux FFI participants pour documenter le restant des comptes individuels préexistants n'étant pas des comptes de valeur élevée. Si le FFI a signé un contrat FFI après le 1er juillet 2014, le délai est de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de ce dernier.
- 1er janvier 2017
o Début de la retenue à la source FATCA sur les paiements de produits bruts de ventes aux FFI non-participants et aux bénéficiaires non-coopératifs.

Qu'est-ce que cela veut dire?

Changements des processus et des systèmes :

Se conformer pour éviter la retenue à la source de 30% sur les paiements au portefeuille et/ou la totalité des avoirs. Pour les institutions financières, la mise en place de la réglementation FATCA impose trois étapes :

1. Tout d'abord, la mise en place de l'identification des indices d'américanité sur le stock de clients de la banque, à la date de mise en œuvre de la réglementation. C'est une prise de photo du stock de clients à partir des principes évoqués ci-dessus ;

2. puis la mise en place dans les procédures d'entrée en relation de

la banque avec les nouveaux clients et des contrôles à effectuer pour déterminer ou non l'américanité de ceux-ci ;

3. enfin, la mise en place d'un contrôle permanent sur la fiabilisation des données clients. Cette dernière étape nous semble la plus structurante à mettre en place dans les procédures, avec l'intérêt particulier pour la mise en œuvre d'un outil de workflow.

nombreuses missions FATCA, CACOGES (en partenariat avec le Cabinet Boetie Conseil) vous aide à appréhender les problématiques de cette réglementation complexe. Compte tenu de l'étendue de la réglementation FATCA, CACOGES a développé une approche globale, multi-disciplinaire et adaptable aux spécificités de chaque institution financière.

Ainsi, notre équipe FATCA regroupe des professionnels aux expertises variées (juridiques, fiscales, process et systèmes d'information) afin de couvrir l'ensemble de vos problématiques, vous apporter les meilleures pratiques du marché et traiter vos problématiques stratégiques. En tant qu'acteur important sur le marché des audits QI (Qualified Intermediary), nous avons une connaissance approfondie :

- des concepts de retenue à la source,
- du Reporting et
- de la revue du stock client qui constitue l'ossature de la conformité à FATCA.

Par ailleurs, CACOGES a investi des ressources importantes dans le développement d'outils et services pour répondre aux exigences de FATCA. En ce sens nous avons développé un programme de formation pour assurer un haut niveau d'appropriation de cette réglementation par nos équipes opérationnelles. Nous avons ainsi formé plusieurs professionnels via le centre d'excellence FATCA de Boetie Conseil et adaptons nos sessions de formation à vos spécificités métiers.

CACOGES propose ses services afin de palier aux difficultés qui pourraient découler de l'application de FATCA.

- Animation de session d'information et de formation à la vulgarisation de la FATCA ;
- Structuration de projet qui complète le dispositif FATCA existant et qui couvre l'ensemble du périmètre impacté par FATCA ;
- Assistance à l'enregistrement/obtention du numéro

CACOGES vous aide à réussir votre projet FATCA

Fort de son expertise métier et de la réalisation de

GIIN ;

- Mise à niveau et, au besoin, création de bases de données répondant aux besoins de Fatca ;
- Réorganisation des process suivant les nouveaux besoins ;
- Accompagnement dans la Catégorisation et documentation des comptes clients et contreparties ;
- Traitement des données de la clientèle concernée (SI, changement organisationnel, etc.) liée à la mise en conformité à FATCA ;
- Revue des produits éligibles à la retenue à la source ;
- Checking des process, création des livres de procédure et fiches de poste, suivi des reportings annuels ;
- Accompagnement des institutions financières afin de les éviter d'enfreindre les dispositions prévues par les lois nationales et/ou communautaires relative au secret bancaire ;
- Déploiement des Solutions informatiques au sein des institutions financières ayant déjà amorcé la mise en conformité avec FATCA ;
- Déploiement des procédures et formation pour l'entrée en relation du client ;
- Intermédiation au sein de chaînes de paiements complexes impliquant à la fois des IFE participantes et des IFE non-participante ;
- Production des reporting...

Pour tout Contact :

Brice Voltaire ETOU OBAMI
Associé, Gérant
Expert-comptable agréé CEMAC n° EC 389
Team Leader FATCA CACOGES
bvetou@yahoo.fr / cacoges@gmail.com

Lettre d'informations spéciale

Juridiques & Fiscales

pour vous servir...



CACOGES Juridique & Fiscal

Immeuble de l'ARC, 9e Etage - Côté A
Avenue Amilcar Cabral, Centre-Ville
BP.113 - Brazzaville
République du Congo
cacoges@gmail.com
www.cacoges-cg.com

Conseil Editorial

• Brice Voltaire ETOU OBAMI
bvetou@yahoo.fr
+242 06 989 06 06

Responsable de la publication

• Brice Voltaire ETOU OBAMI
bvetou@yahoo.fr
+242 06 989 06 06

Comité de Rédaction

• Reich Fresney TSOU MOU
reich.tsoumou@gmail.com
+242 06 645 45 23

Marc-Antoine BATAMIO

m.batamio@gmail.com
+242 06 510 18 54

Carole TONNEU

carole.tonneu@gmail.com
+242 06 510 18 45

Abonnement & information

• Raydine MAGNONGUI MPENA
r.magnongui@gmail.com
cacoges@gmail.com
+242 06 989 06 06

IN MEMORIAM

Décédé le 7 juillet 2007, cela fait jour pour jour 9 ans que le Tout-Puissant a rappelé à lui Nicodème Kouakira.
Sa famille, ses enfants et tous ceux qui l'ont connu le portent toujours.
Que son âme repose en paix.



5 juillet 2011 - 5 juillet 2016 voici 5 ans que Jeanne Peya a été arrachée à l'affection des siens.

En cette date de triste anniversaire, la famille et les enfants prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour elle. Chère maman nous ne t'oublierons jamais.



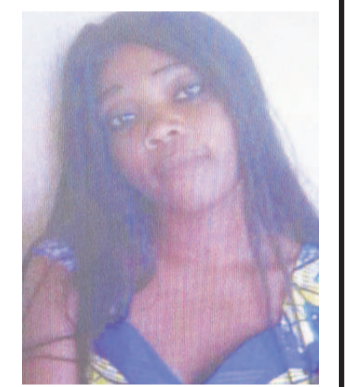
NÉCROLOGIE

Roger Séraphin Loupet agent des Dépêches de B/ville
La famille Loupet, la veuve Morapenda née Bazenga Philomène, les familles Nanitelamio et Houla, les enfants Moboua annoncent aux parents, amis et connaissances, le programme des obsèques de leur sœur, mère, tante et nièce Christine Nzonzeka, survenu à Abidjan (Côte-d'Ivoire) s'organise comme suit :
Judi 7 juillet : arrivée de la dépouille mortelle à l'aéroport Maya-Maya et dépôt à la morgue municipale ;
Samedi 9 juillet :
-9h00 : levée du corps à la morgue du CHU et recueillement au domicile familial, n°28 bis, rue Mbamou à Moungali ; et office religieux sur place.
13h00 : départ pour le cimetière privé Bouka ;
-15h30 : fin de la cérémonie.



Théophile Oboura « Casseur » et Gabriel Ossete « Écureuil » ont la profonde douleur d'informer Daniel Okania, Valérie Ngala à Enganga et Ibara Lapana à Ossonga ainsi que tous les ressortissants du village « Enganga Cocotier » à Brazzaville ; amis et connaissances, du décès de Jean Marie Elenga « Kassamissou » survenu le dimanche 3 juillet 2016 à l'hôpital militaire Pierre Mobengo de Brazzaville.
La veillée se tient au n°01, rue Loualou à Moukondo, arrêt de bus marché de Moukondo non loin de la poste.
Cependant, il est demandé à toute la famille d'attendre sur place car la dépouille mortelle sera acheminée sur Owando par hélicoptère le vendredi 8 juillet dans la matinée pour être inhumée dans son village natal (Enganga Cocotier) le dimanche 10 juillet 2016.

Charlem Léa Legnoki, Journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Messieurs Epiti Faustin Alvarez, Enzongo Yvon Bilbert et Ngambomi Roland tous à Pointe-Noire, ont le profond regret d'informer les parents de Brazzaville, Mossaka, Owando, les amis et tous les ressortissants du district de Mossaka résidant à Pointe-Noire, le décès inopiné de leur sœur et fille, Ebondzo Assy Prodelle Titi, survenu le jeudi, 30 juin 2016 à Pointe-Noire.
La veillée mortuaire se tient dans le secteur de Bosongo en face du Camp 31 Juillet à Pointe-Noire.
La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à

ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

WWW.EDURUSSIA.RU

Frais d'études et d'hébergement: de 2500 à 3500 dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire
Avenue Moe Teli, Centre - ville, Arr. 1 Lumumba (Rand - point Davum)
Tel: +242 055005560; 044806918

à Brazzaville
Centre culturel russe de Brazzaville, Avenue Amilcar Cabral (à côté de Casino,ex-Socore)
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Fatoumata Ousman, je désire désormais être appelé Cissé Ousmane.
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gouesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

CINÉMA

Léonidas Carel Mottom Mamoni décidé à redynamiser le 7^e art

La rencontre entre le ministre de la culture et des arts, Léonidas Carel Mottom Mamoni et les cinéastes, le 04 juillet 2016, a porté sur un échange objectif et constructif dans le but d'impulser un nouveau souffle au cinéma congolais.



Le ministre de la Culture et des arts s'adressant aux cinéastes

Le ministre de la Culture et des arts a informé les cinéastes que l'objectif de sa présence à la tête de ce département, est d'impulser la culture et les arts, de tracer une vision sur ce qu'ils auront à faire pour permettre que chaque structure qui dépend de ce ministère soit

mise en valeur. « Je vous invite à être pour nous une force de propositions. Organisez-vous à produire pour le ministère de la Culture et des arts un schéma, un plan directeur qui permettra le décollage du cinéma au Congo », a-t-il lancé.

Décidé de booster le domaine cinématographique au Congo, Léonidas Carel Mottom Mamoni n'est pas allé par quatre chemins. Il a motivé davantage les cinéastes, car pour lui, le 7^e art peut remplacer le pétrole. Pour ce faire, ils devront travailler ensemble. D'où, a-t-il énuméré quelques pistes de réflexion, notamment la mise en place d'un cadre juridique des cinéastes, la pro-

pas de faire qu'un groupe de personnes s'enferme dans un bureau, décide à votre place, mais plutôt, nous allons développer le cinéma ensemble ».

S'adressant au ministre, Sébastien Kamba, le premier cinéaste congolais a souligné que, « si dans d'autres pays le 7^e art se porte un peu bien, c'est parce que le partenariat entre le ministère

ministre de la Culture et des arts a promis d'écrire une nouvelle histoire du cinéma congolais avec les artistes. « Remettons le tout à zéro. Conduisons le bateau là où il est accosté hier, dès maintenant. Nous avons décidé de prendre un nouveau départ aujourd'hui, faisons-le ».

Au sujet des salles de cinéma appartenant pour la plupart d'entre elles aux



Photo de famille avec les cinéastes

SPECTACLE



Djerson philosophe the winner, O vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo Mboka en spectacle Show accoustique tous les samedis à partir de 16h00 au Resto Bar Massala, n°25 bis, rue Haoussas rond-point Poto-Poto.

motion des films congolais dans des espaces publics, la création d'un Fonds de garantie du cinéma qui serait opérationnel d'ici fin 2016, selon le souhait du ministre. En ce qui concerne l'aide à apporter aux cinéastes, le ministre a promis intervenir là où il le faudra pour que le 7^e art, important domaine pour le développement du Congo soit hissé au plus haut niveau. « Nous avons dit, notre projet de société c'est « La marche vers le développement ». L'objectif ce n'est

de la Culture et les cinéastes fonctionne à merveille grâce à une politique gouvernementale conséquente sur le 7^e art. Monsieur le ministre, ce que demande les cinéastes congolais c'est un partenariat, car le secret du développement du cinéma congolais est caché dans cette relation fonctionnelle. Les cinéastes congolais par ma voix sont à votre disposition pour des discussions plus profondes. » Quant aux préoccupations des cinéastes, le

privés, le ministre a déclaré que « nous allons nous battre pour faire en sorte que les Congolais retrouvent les salles de cinéma. Donnons-nous rendez-vous d'ici la fin de l'année ». Il a, par ailleurs, jugé judicieuse la proposition faite par l'ambassadeur de Chine de procéder par des cinémas ambulants.

A l'issue de l'entretien, les cinéastes ont décidé de se regrouper en association.

Bruno Okokana

PRÉSENTATION
OFFICIELLE DES STYLOS
MONTS NIMBA
CE VENDREDI 8 JUILLET
À BRAZZAVILLE.

Lieu : Mikhael'S Hôtel

Heure : 18h30



EXPLOITATION DE L'OR À L'EST

La contrebande s'installe dans la chaîne de commercialisation

Le gouvernement, du fait de la contrebande et du comportement répréhensible des autorités provinciales, n'a pas perçu les recettes fiscales qu'il aurait dû dégager des 38 millions de dollars d'or artisanal produit chaque année pendant cette période de ruée vers l'or le long de la rivière Ulindi, note un récent rapport de l'ONG américaine Global Witness.

Un rapport de l'ONG Global Witness publié le 5 juillet s'indigne de la façon dont l'exploitation aurifère est en train de se réaliser dans la province du Sud Kivu, plus précisément dans le territoire de Shabunda. Des quantités produites prennent régulièrement des destinations inconnues, échappant ainsi au trésor public, à cause de l'imbroglio installé dans le circuit de commercialisation. Selon ce rapport, les groupes armés seraient au centre de ce trafic illicite en se faisant offrir des armes et de l'argent, soit par quelques firmes étrangères, soit par des autorités provinciales, aux fins de racketter les mineurs locaux.

Ces groupes armés, à en croire la source, vont jusqu'à dégager autour de 25.000 dollars par mois en extorquant des mineurs

locaux. La récente ruée vers l'or qu'a connue cette région pendant deux années s'est avérée une aubaine pour les groupes armés qui en ont profité pour imposer leur diktat auprès des mineurs locaux obligés de coopérer, bien malgré eux. Une entreprise chinoise Kun Hou Mining aurait, d'après la source, tiré une meilleure partie de ce business d'un type particulier allant jusqu'à engranger, en l'espace d'une année, une production d'or d'une valeur pouvant atteindre les 17 millions de dollars. De l'argent volatilisé « ayant probablement quitté le Congo en contrebande pour gagner les chaînes d'approvisionnement internationales », note le rapport.

Difficile par ailleurs d'avoir une traçabilité dans ce commerce avec, en toile de fond, des documents délibérément falsifiés par les autorités minières de la province. Objectif : dissimuler tout lien des minerais exportés avec Shabunda, question de brouiller les pistes et échapper au paiement des taxes légales. Ainsi, l'origine de l'or produit est modifiée, pour le besoin de la cause, sur les documents d'exportation officiels où les quelques mines artisanales du sud-Kivu opérant lé-

galement sont présentées comme sources de provenance. Or, en sus de cela, des grandes firmes étrangères sont à la manœuvre, exploitant à peu des frais d'importants gisements au grand dam du gouvernement.

Au-delà, ajoute le rapport de Global Witness, il y a la main noire des autorités provinciales qui jouent aussi leur partition. Ces dernières, pourtant chargées de superviser la ruée que connaît Shabunda, coopèrent avec les groupes armés qui investissent les mines de la région à la recherche de l'or, quitte à s'accorder sur le partage des recettes fiscales, dénonce l'ONG. Une situation qui, selon la source, « porte directement atteinte aux efforts internationaux ainsi qu'à ceux du gouvernement national visant à réformer le commerce de l'or artisanal de l'est du Congo ».

Enfin en termes de recommandations, Global Witness suggère au gouvernement « d'appliquer ses propres lois pour veiller à ce que les entreprises dans son secteur aurifère ne produisent ou ne vendent pas d'or ayant servi à financer des groupes armés » et de sanctionner toute entreprise qui enfreint ces lois.

Alain Diasso

CROISSANCE EN PANNE

Comment la RDC va sortir de la crise, selon Coface

L'Afrique subsaharienne fait face à sa plus faible croissance depuis 2008 en raison du ralentissement chinois et de la chute des matières premières. Selon le rapport de l'institution spécialisée Coface, la RDC et quatorze autres pays à fort potentiel économique de la région réunissent les conditions nécessaires pour afficher une croissance soutenue dans un autre domaine jusque-là insoupçonné : la consommation privée.

Le contexte international n'offre pas de perspectives alléchantes de croissance à court et moyen termes. Mais la solution pourrait venir d'un facteur qui a souvent défavorisé la région : sa démographie. Pour l'institution spécialisée, dans le contexte du continent africain, la démographie devient un « atout structurel » de taille. De ce fait, elle peut changer même la donne. En effet, la hausse de la consommation privée est très souvent le fruit « d'une démographie dynamique qui offre des perspectives alléchantes pour les entreprises à la recherche d'opportunités ».

Pour étayer ce constat, l'étude de Coface présente les opportunités à saisir en Afrique subsaharienne à l'horizon 2025. Et l'équation paraît plutôt simple. En effet, la démographie détermine le potentiel d'un marché. Et les projections africaines confirment le passage à 1,2 milliard d'habitants d'ici à 2025, soit une hausse de 50 %, dans les villes de la région.

Les pays africains peuvent facilement asseoir leur croissance sur cette progression démographique car les villes sont réputées pour leur capacité à créer des emplois et des richesses mais également à concentrer les infrastructures dans

plusieurs domaines : énergie, transport, commerce, etc. Une hausse de la consommation devrait servir à les booster davantage.

L'étude va plus loin en ciblant clairement les secteurs porteurs dont la distribution et les technologies de l'information et de la communication. Selon Coface, ces deux secteurs offrent actuellement les meilleures opportunités pour les investisseurs. Elles peuvent ainsi soutenir la croissance de la région. Paralysés par la chute des matières premières, les pays africains miniers peuvent désormais s'appuyer sur les perspectives de croissance de la demande privée dans le secteur de la distribution. Cela va conduire forcément à la multiplication des centres commerciaux dans les villes au cours des prochaines années. Par ailleurs, avec le faible taux d'équipement en mobile des populations, l'on devrait assister à la hausse de l'offre de services dans ce secteur. C'est un champ inestimable d'opportunités pour les nouvelles technologies au cours des prochaines années. Voilà un moyen de poursuivre le processus de diversification des économies africaines dans ces secteurs respectifs.

Laurent Essolomwa

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



DISPARITION DE PAPA WEMBA

Olivier Tshimanga chante sa peine

L'hommage ultime du guitariste à celui qu'il tenait tantôt pour un père, tantôt pour un ami ou les deux carrément, est une sorte de « mémoires d'outre-tombe » du disparu où il fait ses adieux au monde mais aussi à sa bien-aimée Amazone.

Douleur Papa Wemba, c'est le titre que le guitariste et chanteur a trouvé pour ce single qu'il «attribue» à celui dont il n'a pas encore fini de faire le deuil. Pas vraiment étonnant qu'Olivier Tshimanga agisse de la sorte. Déjà il prenait un fin plaisir à l'imiter de son vivant, et à ce qu'il paraît, cela amusait bien le disparu qui en riait de bon cœur, il l'a fait encore plus souvent avant ses funérailles non sans émotion cette fois. Sa guitare en bandoulière, on l'a entendu interpréter un extrait d'Esclave dont il a réaménagé les paroles pour la circonstance avec la voix de Papa Wemba. Invité à lui rendre hommage sur plusieurs médias, notamment TV5 Monde et France 24. C'est du reste, cette version du morceau sorti en 1988 qu'il a incorporé aux deux dernières minutes de Douleur Papa

Wemba qui dure au total cinq minutes vingt-six secondes. Le clip de cette nouvelle composition disponible sur le net en version audio depuis le 30 juin a été annoncé pour cette semaine.

Dans l'extrait d'Esclave, dans la version d'Olivier Tshimanga, l'on entend Papa Wemba comme dans un regret, raconter l'issue fatale de son voyage à Abidjan. « J'avais pris l'avion pour aller accomplir mon devoir. Arrivé à Abidjan, un malheur m'est arrivé. Je suis parti, moi le fils de Molokai », chante-t-il. Au fil des interprétations, le guitariste de qui Ekumani tenait Belle inconnue vient de se résoudre à écrire carrément une nouvelle chanson. « Voici mon humble titre en hommage à mon Papa Wemba. C'est son message d'outre-tombe », a-t-il dit aux Dépêches de Brazzaville. Et d'en expliciter le contenu ainsi : « Dans la chanson Papa Wemba remercie le monde pour les hommages rendus après sa mort et donne un conseil à la jeune génération d'artistes. Aimez-vous pendant que vous êtes vivants car après la mort le mea-culpa n'existe pas, dit-il ». Et de pour-

suivre : « Il parle aussi à sa femme Amazone, lui demande de se lever; car elle a une lourde responsabilité qui l'attend ». Il conclut de la sorte : « Papa reconnaît la force suprême du Très-Haut car il dit aussi que tout est vanité sous le soleil. "Vous qui êtes en vie, craignez Dieu car c'est lui le Maître des temps et des circonstances, il a donné Papa Wemba et il a repris Papa Wemba. Que vos cœurs ne se brisent pas j'ai fait mon temps et c'est à vous de continuer ce que j'ai commencé", demande-t-il ».

Volonté divine

Douleur Papa Wemba commence par une exclamation qui traduit beaucoup plus, à l'entendre, le trouble de l'interprète lui-même que celui du « Maître d'école », comme il le prétend. « Hé ! liwa oponaka na yo te. Ozwaka nayo oyo omoni okoki kozua. Nionso se mabongisi ya Nkolo. (Hé, la grande faucheuse, tu ne choisis pas, tu prends ce qui te vient à l'esprit de prendre ! C'est là la volonté de Dieu). La mort est l'aboutissement de tout être humain, quoi ! », l'entend-on dire



en guise d'introduction. Ce, avant d'appeler Molokai en renfort et de chanter.

Par ailleurs, Olivier Tshimanga souligne encore à propos de sa chanson : « Je l'ai enregistrée dans mon studio à la mi-juin à 3h30 du matin ». Et, il est revenu sur un souvenir qu'il a lié à ce nouvel enregistrement. « J'ai joué sur la chanson "Chacun pour soi" que Papa a entonnée en feat avec Diamond. Les gui-

tares ont été faites dans mon studio toujours à 3 heures du matin quelques jours après sa mort. Un sentiment bizarre de jouer la guitare pour la dernière fois sur la voix de Papa en son absence », nous a-t-il confié. Et de nous aviser comme perdu dans ses réflexions : « C'est un mystère ce qui m'est arrivé. Je le raconterai un jour à l'antenne ».

Nioni Masela

CENTRE-VILLE DE KINSHASA

Les magasins des « Indiens » fermés

Ils rédoutent les représailles des Kinois à la suite de l'assassinat d'une Congolaise en Inde.



Magasins fermés dans le centre-ville de Kinshasa

Les magasins appartenant aux sujets indiens sont restés fermés le 6 juillet. Les éléments de la Police nationale à bord de leurs véhicules étaient là pour sécuriser ces lieux de négoce situés au centre-ville de Kinshasa, alors que les employés de ces magasins sont restés aux alentours, attendant l'accalmie. Selon les informations qui

ont circulé, ces Indiens n'ont pas ouvert leurs magasins par crainte des représailles des kinois, après l'énième meurtre, le 5 juillet, d'une ressortissante de la RDC en Inde. A en croire ces sources, Cynthia Vechel a été tuée par son mari indien, Rupesh Kumar Mohanani, à Hyderabad, une localité indienne, après une dispute. Il se dit que le couple, qui

avait habité Kinshasa avant de s'installer en Inde, se disputait souvent mais, pour la dernière fois, l'accusé avait surpris sa femme en train de naviguer dans facebook avec ses correspondants. A la suite de la dispute qui s'en est suivie, il l'aurait étranglée. Et, pour dissimuler son forfait, il a découpé son corps en morceaux à l'aide d'une machette, des cou-

teaux de cuisine et un marteau, qui ont été présentés lors de sa première audition par la police indienne. C'est en essayant d'asperger d'essence le corps sans vie de sa défunte conjointe pour le brûler et effacer les traces du crime que le meurtrier a été surpris par des villageois qui l'ont appréhendé et conduit devant la police.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Intensification de la sensibilisation à la fièvre jaune au Kongo-central

En RDC, trois provinces sont touchées par l'épidémie de la fièvre jaune : les provinces du Kwango, Kinshasa et le Kongo-central. Pour protéger la population contre cette maladie causée par le moustique de type aedes aegyti, l'heure est à la sensibilisation dans la province du Kongo central où la croix rouge de cette province est en avant plan dans cette activité.

Selon le chargé de communication de cet organisme humanitaire, Laurent Mpaka Binda Monzon, cité par l'agence congolaise de presse, cette sensibilisation « vise l'information en faveur de la population sur cette maladie qui a secoué dernièrement la population du Kongo-Central, province où plusieurs cas de fièvre jaune importés d'Angola voisin ont été enregistrés ».

Tout en invitant la population à s'approprier cette sensibilisation, Mpaka Binda Monzon l'a en outre appelé à lutter contre l'insalubrité. « il faut assainir son environnement pour lutter contre l'agent vecteur de cette maladie qui est le moustique Aedes Aegypti », a-t-il demandé à la population de Kongo-central. La province du Kongo-central a enregistré beaucoup de cas de fièvre jaune importés de l'Angola où cette maladie sévit depuis décembre 2015 faisant plus de trois cents décès. Pour freiner la propagation de cette maladie, la province du Kongo-central a eu à organiser une campagne de vaccination dans les neuf zones de santé les plus exposées. Cette campagne a drainé beaucoup de monde.

La vaccination est l'unique stratégie pour prévenir cette affection parce qu'il n'y a pas de traitement curatif. Outre la vaccination, il est recommandé de dormir sous la moustiquaire imprégnée, de drainer des eaux stagnantes qui constituent des endroits propices pour la reproduction des moustiques. En cas de maladie, il est conseillé d'amener le malade au centre de santé pour une bonne prise en charge.

Aline Nzuzi

MONDIAL 2018 ET CAN 2017

Florent Ibenge fixe l'opinion

Le sélectionneur Florent Ibenge Ikwange a été face à la presse nationale le mardi 5 juillet 2016 au siège de la conférence, pour un échange de près de deux heures sur quelques points d'actualité.

Il a évoqué, notamment, la question de son salaire non versé depuis six mois, son avis sur le tirage au sort des équipes pour les éliminatoires de la Coupe du Monde Russie 2018, la dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations prévue au Gabon en 2017, la participation des Léopards au 16e tournoi Cosafa Cup en Namibie.

Six mois d'arriérés de salaires

« Je n'ai jamais parlé de mon salaire dans les médias. Je ne mets pas en avant cette question, je sais que je serai payé. Car, le circuit est assez long, partant de la Fédération, du ministère des Sports, celui du Budget, des Finances et finalement à la Banque centrale du Congo ». Florent Ibenge a toutefois répondu sur insistance des journalistes, qu'il n'a pas touché son salaire depuis six mois et il continue de travailler normalement, sachant qu'il sera tout de même payé. Il s'est cependant questionné sur les raisons qui poussent le secrétaire général aux Sports, Barthelemy Okito Oleka à s'intéresser à la question de son salaire et à déclarer qu'il ne s'agissait que de deux mois d'arriérés de salaires. Le sélectionneur des Léopards a fustigé une sorte de mafia qui pourrait exister, avant de trancher : « Je ne laisserai pas une partie de mon salaire à quelqu'un qui ne fait rien du tout ! ».

Mondial 2018, tirage pas facile...

A propos du tirage au sort, rappelons-le, la RDC partage le groupe A, en compagnie de la Tunisie, de la Guinée Conakry et de la Libye. « C'est un tirage qui n'est pas facile pour nous. Ce serait manquer du respect aux autres en disant que ce sera facile pour nous. Quand vous vous qualifiez, c'est en ce moment-là qu'on sait qu'on avait eu un bon tirage. La Tunisie est une équipe coriace. A la CAN 2015, on a mal commencé en encaissant un but mais nous avons égalisé et pris le contrôle du match. Et le coach Leekens de la Tunisie voulait que le match se termine plus vite parce qu'on a fini fort. Nous avons un souvenir douloureux de la Libye lors des matchs pour les éliminatoires de la CAN et Mondial 2014. La Guinée, appelée le Brésil d'Afrique, est une belle équipe avec une équipe locale tout autant coriace », a souligné Florent Ibenge.

Mais il a soutenu : « Nous avons personnellement lancé l'idée d'aller à la Coupe du monde à notre arrivée à la tête du



Florent Ibenge et Jerry Kalemo de la direction de communication de la Fecofa le 5 juillet 2016

staff technique national. Et Nous avons toujours cet envie intense d'aller en Coupe du monde, nous jouerons nos matches pour gagner et se qualifier ». Florent Ibenge, qui a confirmé l'intégration de Christian Nsengi Biembe comme deuxième sélectionneur adjoint, a besoin d'un match nul contre la République centrafricaine en dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2017, pour valider définitivement son billet pour le Gabon. Mais il se préoccupe du début des entraînements : « Je suis en train de penser à peaufiner un programme pour une reprise des entraînements plus tôt avec les internationaux locaux, nous ne savons pas quand est-ce qu'il y aura reprise du championnat pour prévoir la pré-saison. Sinon, les internationaux locaux seront automatiquement écartés du groupe ».

Cosafa Cup, découverte d'un autre style de football...

Florent Ibenge s'est réjoui de la participation des Léopards au tournoi Cosafa Cup en Namibie. « Sans les internationaux de Mazembe, la constitution du groupe inédit à amener en Namibie a été faite dans un contexte particulier. Nous avons découvert une autre manière de jouer au foot. Cela nous aidera quand il nous arrivera de jouer une sélection de cette région. Je vous assure que si nous n'avons pas joué contre l'Angola en tournoi de l'Indépendance à Luanda, nous ne l'aurions pas battu après au CHAN. De même que le Rwanda, si nous ne l'avions pas eu en amical, en quart de finale au CHAN, nous aurions eu des problèmes », a-t-il fait remarquer. Par ailleurs, Florent Ibenge a fixé les esprits pendant quelques minutes sur sa situation dans V. Club. C'était son coup de gueule. Après le

match contre Shark XI FC de la dernière journée des Play-offs du championnat national, les supporters de V. Club ont

a aussi évoqué la question de la philosophie ou l'identité de jeu imprimée aux Léopards de la RDC, ainsi que la gestion

de son effectif. Florent Ibenge a été méticuleux en ce qui concerne la manière de jouer des Léopards depuis qu'il a pris l'équipe en 2014. On retient de son exposé que les Léopards n'ont pas vraiment d'identité de jeu, car l'équipe évolue. La philosophie de jeu est fonction des joueurs dont on dispose et qui ont été formés dans un schéma tactique, comme la Belgique par exemple dont les joueurs, depuis les sélections de jeunes, évoluent en 4-3-3. « La manière de jouer, c'est mon métier, je sais comment on peut évoluer en 4-3-3, en 4-4-2 ou encore en 5-3-2. Mais il faut avoir des joueurs formés dans ce sens afin d'avoir une identité propre

de son effectif. Florent Ibenge a été méticuleux en ce qui concerne la manière de jouer des Léopards depuis qu'il a pris l'équipe en 2014. On retient de son exposé que les Léopards n'ont pas vraiment d'identité de jeu, car l'équipe évolue. La philosophie de jeu est fonction des joueurs dont on dispose et qui ont été formés dans un schéma tactique, comme la Belgique par exemple dont les joueurs, depuis les sélections de jeunes, évoluent en 4-3-3. « La manière de jouer, c'est mon métier, je sais comment on peut évoluer en 4-3-3, en 4-4-2 ou encore en 5-3-2. Mais il faut avoir des joueurs formés dans ce sens afin d'avoir une identité propre

« C'est un tirage qui n'est pas facile pour nous. Ce serait manquer du respect aux autres en disant que ce sera facile pour nous. Quand vous vous qualifiez, c'est en ce moment-là qu'on sait qu'on avait eu un bon tirage. La Tunisie est une équipe coriace. A la CAN 2015, on a mal commencé en encaissant un but mais nous avons égalisé et pris le contrôle du match. Et le coach Leekens de la Tunisie voulait que le match se termine plus vite parce qu'on a fini fort. Nous avons un souvenir douloureux de la Libye lors des matchs pour les éliminatoires de la CAN et Mondial 2014. La Guinée, appelée le Brésil d'Afrique, est une belle équipe avec une équipe locale tout autant coriace »

scandalisé que l'on ne fasse rien pour stopper cela et arrêter les auteurs de ces violences que l'on peut identifier et qui continuent de fréquenter les stades », s'est indigné Florent Ibenge.

Identité de jeu et gestion de l'effectif

Le sélectionneur des Léopards

de jeu. Nous avons des joueurs qui possèdent de styles différents de jeu. Et nous n'avons que quatre jours, délai accordé à la Fifa pour le regroupement d'un match officiel, pour mettre tout en place », a-t-il éclairci. La RDC, a-t-il dit, est riche avec des ailiers, mais elle fait face à une carence des milieux centrés (qui ne sont pas des

ailiers) qui peuvent coulisser et prendre part au travail de récupération lorsque l'équipe est dépossédée du ballon.

En clair, Ibenge a indiqué que le milieu de terrain congolais est à améliorer. Le retrait international de Makiadi (qui a pris sa retraite internationale) et l'absence du capitaine Yousouf Mulumbu (en manque du temps de jeu la saison passée à Norwich) ont affaibli ce secteur de l'équipe. Alors que Maghoma a semblé répondre à l'attente de l'équipe au milieu de terrain, même s'il s'est récemment blessé. Rémi Mulumba qui, non seulement s'est également rendu indisponible à cause d'une blessure, mais n'a plus eu du temps de jeu en club. En défense, un cadre comme Cédric Mongongu n'a plus été rappelé parce qu'il a connu des problèmes en club et n'a pas joué pendant toute la saison. Et le défenseur Joël Kimwaki de moins en moins prompt et court dans ces interventions, commence à accuser le poids de l'âge. Il faut donc reconstituer la charnière centrale de la défense. Il y a certes Zakuani, mais on n'est pas à l'abri des blessures ou pépins physiques. Ainsi, Chancel Mbemba qui couvrait le déficit au milieu de terrain a finalement reculé d'un cran pour occuper son poste de prédilection, la défense centrale.

Somme toute, a signifié Florent Ibenge, l'équipe se forme autour d'un noyau d'une trentaine de joueurs issue de la première liste de 109 joueurs présélectionnés publiée en 2014. « Plus la liste se rétrécit, plus la qualité s'améliore », a-t-il dit. Revenant sur la sélection des joueurs, Florent Ibenge a rappelé les critères établis à ce sujet, notamment, la compétitivité du joueur, le niveau de la compétition ou championnat où il évolue, la concurrence au poste et la vie en groupe. Et il a affirmé que Dieumerici Mbokani, qui a demandé des excuses au président de la Fédération Constant Omari après une mesentente qui a été largement reprise dans les médias, est de nouveau sélectionnable, car le joueur avait pris la décision de ne plus porter le maillot des Léopards.

Le sélectionneur des Léopards a aussi laissé entendre que la RDC va disputer deux matchs amicaux internationaux, avant le match contre la République centrafricaine en septembre, et avant le match de la première journée des éliminatoires du Mondial 2018 contre la Libye en octobre. Les adversaires sont deux pays européens qui jouent la phase finale de l'Euro 2016 et qui ont tous passé la phase des poules de cette compétition et l'un a été jusqu'en quart de finale.

Martin Engimo

ALIMENTATION ET SANTE

Les aliments sucrés et l'index glycémique

L'index glycémique permet de classer les aliments selon l'importance et la durée de l'élévation de la glycémie qu'ils produisent après ingestion. Ses conditions de mesure et d'interprétation sont standardisées.

Comment peut-on évaluer l'index glycémique ?

Pour mesurer l'index glycémique, il faut pratiquer deux essais comparatifs. Dans un premier temps, on fait ingérer à un sujet 50 g d'un glucide (sucre) de référence qui peut être le glucose pur ou le pain blanc. Dans les mêmes circonstances, on fait ingérer au même sujet l'aliment étudié selon la quantité qui devrait fournir l'équivalent de 50 g de glucose pur.

Pour chaque essai, on établit la courbe présentant l'évolution de la glycémie post prandiale pendant les trois heures faisant suite à l'ingestion. La glycémie post prandiale est celle obtenue quand les éléments nutritifs ingérés entrent dans le sang à partir du fractus gastro-intestinal. L'index glycémique est alors déterminé par un chiffre qui est le résultat d'une fraction. Au numérateur de celle-ci figure l'aire calculée sous la courbe glycémique correspondant à l'aliment testé, au dénominateur est rapportée l'aire glycémique obtenue avec le glucose de référence. Dans ce cas, l'aire sous les courbes est calculée en prenant la valeur de la glycémie à jeun comme ligne de base. Pour ce faire, plus de 10 sujets sont testés afin de tenir compte des variations interindividuelles. Plus l'index glycémique se rapproche de la réponse du glucose, plus le glucide (sucre) se classe parmi les glucides « rapides » ; dans le cas contraire, le glucide est considéré comme « lent ». On pourrait simplifier en disant que le saccharose et le glucose sont des sucres rapides, et l'amidon contenu dans les féculents est un sucre lent.

Quelques exemples de l'index glycémique de divers aliments glucidiques, exprimé à partir du glucose pris comme « base de valeur 100 », peuvent aider à comprendre cette notion : pain blanc 69 ; riz (selon le mode de cuisson) 41 à 59 ; pomme de terre (selon le mode de cuisson) 50 à 75 ; banane 59 ; miel 85 ; lait (entier, écrémé) 31 à 34.

Quels sont les avantages et les inconvénients de connaître son index glycémique ?

Connaître l'index glycémique des aliments glucidiques pourra présenter l'avantage de bien équilibrer sa ration alimentaire quotidienne. Cela est plus indiqué pour les malades souffrant d'un état pathologique résultant d'une déficience d'insuline, et qui ont intérêt à éviter ou à tout le moins à limiter la consommation d'aliments trop riches en sucre.

Quoique plus dynamique que la notion de sucres lents ou rapides, basée essentiellement sur des observations de biochimie structurale, l'index glycémique a toutefois le double inconvénient de ne tenir compte ni de l'influence des autres aliments contenus conjointement dans la ration, ni des considérables variations physiologiques individuelles.

Par Ange Kounkou, président de l'Association pour la promotion des industries agroalimentaires au Congo (APIAC)

ELEVAGE

Le président de la MEK restitue les conclusions de l'atelier régional de formation des éleveurs

Ledit atelier s'est tenu à Douala au Cameroun dans la deuxième moitié du mois de juin et a regroupé les principaux responsables des éleveurs de la sous-région d'Afrique centrale, membres de la CEEAC-CEMAC, dont Aimé Augustin Ebiou Mpienin, est le président de la Maison des Eleveurs du Kouilou et Pointe-Noire (MEK).

En effet, cette formation a été organisée par la plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (Propac) avec l'appui du programme de renforcement de la gouvernance vétérinaire en Afrique (VET-GOV). Programme mis en œuvre par le bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA) pour contribuer à apporter des changements institutionnels en vue de mettre en place de services vétérinaires adéquats au niveau national et de renforcer les capacités des institutions régionales à jouer leurs rôles de coordination, d'harmonisation, d'intégration et d'appui aux pays dans le but de stimuler un environnement plus propice aux investissements publics et privés dans le secteur de l'élevage.

Pour le président de la MEK, les travaux ont atteint des résultats que voici, la connaissance des outils et la méthode de gestion administrative et financière qui devront être utilisées dans la mise en œuvre de leurs projets, le partage d'expériences entre les éleveurs, les leaders d'organisations paysannes d'éleveurs se sont engagés à l'utilisation de la plateforme

électronique de la Propac, et se sont aussi exercés aux différents modules de la plateforme de la base des données d'élevage de la Propac, enfin, ils ont aussi été outillés sur le plaidoyer, le lobbying et la négociation.

Parlant des recommandations formulées, Aimé Augustin Ebiou a déclaré : « D'abord aux communautés économiques régionales (CEEAC, CEMAC), de créer un cadre de dialogue entre les décideurs et les éleveurs pour un bon développement du sous-secteur élevage en Afrique centrale, faciliter le commerce régional des produits d'élevage, impliquer la Propac dans les rencontres de concertation de haut niveau. Ensuite au VET-GOV et à l'UA-BIRA, répliquer la formation régionale au niveau national, prévoir plus de temps pour les formations à venir; développer la normalisation des produits d'élevage afin de faciliter le commerce régional de ces produits, appuyer le système de communication des éleveurs au sein de la Propac et de favoriser l'implication des OP d'éleveurs dans le processus d'élaboration des politiques d'élevage au niveau national. »

Dans le même ordre d'idées, a renchérit le président du MEK, il avait été question pour la Propac, d'organiser une rencontre d'échanges entre les éleveurs pour réfléchir sur les systèmes d'élevage en Afrique centrale dans le contexte actuel, caractérisé par la croissance démographique, la diminution des pâturages, le changement climatique et l'accaparement des terres, et aussi une formation dé-

diée spécialement au plaidoyer et profiter de cette formation pour identifier un thème de plaidoyer et le conduire ensemble, de faire un plaidoyer auprès des communautés économiques régionales afin qu'elles impliquent la Propac dans les rencontres de concertation de haut niveau, de faire un plaidoyer à l'endroit de la CEEAC sur la commercialisation des produits d'élevage dans la sous-région auprès des pays qui n'en produisent pas, et enfin de mobiliser les ressources pour accompagner la structuration des OP d'éleveurs en vue de la mise en place d'une interprofession d'éleveurs.

Et quant aux organisations paysannes d'éleveurs, il a été question de repenser la stratégie de vente pour les animaux d'embouche issus des fermes modernes par rapport aux animaux issus des élevages traditionnels, de créer une dynamique forte des OP d'élevage en Afrique Centrale, de poursuivre la structuration des OP d'éleveurs tant au niveau national que régional pour leur meilleure représentativité au sein de la Propac.

Notons que lors des travaux, certains problèmes ont été soulevés, notamment: l'insuffisance du temps imparti pour la formation; la quasi absence du commerce régional des produits d'élevage entre les pays producteurs et les pays non producteurs; l'appartenance de certaines organisations paysannes d'éleveurs d'Afrique centrale à des faïtières d'Afrique de l'ouest; et enfin la faible structuration des organisations paysannes d'éleveurs au sein de la Propac.

Faustin Akono

RELIGION

Les Musulmans fêtent la fin du Ramadan à Pointe-Noire

Les Musulmans célèbrent ce mercredi 6 juillet, l'Aïd el-Fitr, la fête de la rupture du jeûne qui marque la fin du mois sacré de Ramadan. À Pointe-Noire, la quasi-totalité des boutiques appartenant aux musulmans sont restées fermées pendant toute cette journée de fête.

Ils ont jeûné ensemble et ont rompu également ensemble, un geste d'amour et de solidarité qui s'est couronné par le partage de repas en famille. En plus de réunions familiales, les fidèles sont invités à s'acquitter de l'aumône de la rupture du jeûne.

Ce matin, la quasi-totalité des boutiques tenues par des Musulmans sont restées fermées à Pointe-Noire. Bien habillés, ces derniers se sont d'abord rendus à la grande prière du matin, puis ont visité leurs proches et amis afin de leur présenter les vœux de santé et de bonheur.



La grande mosquée de Pointe-Noire /crédit photo ADIAC

Mais en quoi consiste cette fête de l'Aïd el-Fitr ?

L'Aïd el-Fitr est avant tout une grande fête célébrée par les Musulmans du monde entier. Pendant toute la journée, ils prennent du temps en famille et entre amis autour de grandes préparations culinaires, souvent des pâtisseries, en buvant du thé ou du café, etc. C'est un jour de fraternité, de pardon

et de réconciliation. La tradition veut également qu'on s'offre des cadeaux. Mais d'un point de vue spirituel, il s'agit surtout pour chaque Musulman de s'évaluer courant ce mois de jeûne qui vient de s'écouler.

Rappelons que l'année prochaine, le ramadan aura lieu le samedi 27 mai.

Hugues Prosper Mabonzo

ESPAGNE

Lionel Messi condamné à 21 mois de prison pour fraude fiscale

L'attaquant du FC Barcelone Lionel Messi et son père ont été condamnés mercredi à 21 mois d'emprisonnement pour fraude fiscale en Espagne, où les footballeurs sont de plus en plus dans le collimateur du fisc.

La star argentine, condamnée pour avoir fraudé sur les revenus tirés de ses droits à l'image entre 2007 et 2009, devrait cependant échapper à l'incarcération. En Espagne, les peines de moins de deux ans ne sont généralement pas exécutées. Le jugement du tribunal de Barcelone précise que Leo Messi devra par ailleurs verser une amende de 2,09 millions d'euros au fisc et son père, Jorge Horacio Messi, 1,6 million. Soit 3,68 millions d'euros au total. Cette décision peut encore faire l'objet d'un recours devant la Cour suprême. «*Le FC Barcelone fait part de tout son soutien à Leo Messi et à son père concernant la condamnation pour fraude fiscale prononcée aujourd'hui par le tribunal provincial de Barcelone*», a réagi le club dans un communiqué. Messi «*n'est en aucune manière responsable pénalement* » pour les faits évoqués, soutient le Barça, qui avait fait venir l'Argentin de 29 ans quand il en avait 13.

Le quintuple Ballon d'Or argentin - joueur le plus titré du club avec Andrés Iniesta - était silencieux à la mi-journée. A l'audience, le joueur de 29 ans avait argué qu'il ignorait tout du montage de sociétés que son père et ses avocats avaient organisé pour éviter de payer 4,16 millions d'euros au fisc espagnol. L'argument avait convaincu le parquet - qui avait requis sa relaxe et la condamnation de son père - mais pas les juges. «*Complexe montage de sociétés* ->. En dépit de toutes les circonstances et opportunités dont disposait le joueur pour s'intéresser à la manière dont ses droits étaient gérés, il ne l'a pas fait», note le tribunal, jugeant qu'il «*a décidé de rester dans l'ignorance*». Les magistrats ont souligné qu'en cas de relaxe du joueur, les citoyens ordinaires auraient pu croire qu'il était préférable de se «*désintéresser*» des obligations fiscales plutôt que «*de s'en inquiéter*». Le com-



Lionel Messi à l'entrée du Tribunal/AFP Crédit photo

plexe montage de sociétés - au Royaume-Uni, en Suisse, au Belize et en Uruguay - qui avait été détaillé lors du procès avait pour but d'éviter de verser des impôts sur les revenus tirés de l'utilisation de l'image de l'attaquant prodige du Barça. Le tribunal a jugé directement responsable le père de Messi, qui avait lui aussi plaidé l'ignorance sur les manoeuvres de ses conseillers fiscaux. «*Sans son intervention, le délit n'aurait pas été commis* », indique

le jugement. Messi avait décroché sa première Ligue des Champions dès 2006, deux ans après son entrée dans l'équipe première du Barça. Et il gagnait déjà beaucoup d'argent il y a dix ans en faisant la promotion de marques comme Adidas, Konami, Pepsi ou Danone.

Après Mascherano -

Considéré par la revue Forbes comme l'un des quatre sportifs les mieux payés au monde, il était dans le collimateur du fisc

depuis 2013. Sa condamnation intervient après celle, en décembre 2015, du milieu argentin Javier Mascherano, lui aussi joueur du FC Barcelone. Celui-ci avait admis devant le juge avoir commis une fraude d'1,5 million d'euros au détriment du fisc espagnol. Il avait été condamné à un an de prison, sans incarcération, là encore pour des questions de revenus tirés de l'exploitation de son image. Le FC Barcelone a également eu des ennuis avec le fisc en lien avec le transfert du brésilien Neymar, et a accepté à la mi-juin de verser une amende de 5,5 millions d'euros pour éviter un procès.

Pour tenter de freiner la fraude fiscale, le Trésor public espagnol publie désormais des listes de grands débiteurs du fisc, où apparaissent notamment des footballeurs, tel le Brésilien Dani Alves qui devait 1,3 million d'euros fin 2015. Quant à Messi et son père, ils ont déjà soldé leurs dettes envers le fisc et payé les intérêts de retard, soit cinq millions d'euros. Ils ne doivent donc plus que le montant des amendes.

AFP

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

Duel sans merci en haut et au bas du classement

Au terme de la 23^e journée, les lignes ont légèrement bougé. La Jeunesse sportive de Talangai (JST) a retrouvé sa deuxième place. V Club Mokanda a abandonné la 18^e place aux Jeunes Fauves.

À ce stade actuel de la compétition, seul l'Athlétic club Léopards de Dolisie est assuré de rester leader du championnat après la 24 journée

avec 48), l'écart n'est que d'un point.

Le Club athlétique renaissance aiglon (Cara) a conservé sa cinquième place en battant Tongo football club sur un score de 2-0. Avec 45 points, le Cara est à trois points de la JSP. Et les Diables noirs, vainqueurs de l'Interclub sur ce score

sur les Jeunes Fauves. Mais le goal average de plus +4 lui place devant le FC Kondzo (31 points-4). Nico-Nicoyé avec ses 28 points, retrouve la 9^e place après sa victoire 1-0 sur AS Kimbonguela. Il devance de deux unités quatre poursuivants. L'Interclub (10^e avec 26 points-4) a été rejoint par l'Association sportive Ponténégrine après sa victoire 2-1 sur Munisport. Avec sa différence de -8, l'ASP (11^e) devance au classement Tongo FC (12^e avec 26 points-10) et l'AS Cheminots (13^e avec 26 points-14). Avec 25 points-6, l'ASK se loge à la 14^e place juste devant Saint-Michel de Ouenzé qui doit sa 15^e place avec 25 points -10 grâce à sa victoire 2-1 sur Patronage Sainte Anne. V Club Mokanda (24 points+1) a gagné deux places supplémentaires en l'emportant 1-0 sur Pigeon vert, se plaçant ainsi devant Patronage Sainte-Anne (17^e avec 24 points-8) et les Jeunes Fauves (18^e avec 24 points-16). Les deux dernières places restent occupées par Munisport 10 points et Pigeon vert 9.

James Golden Eloué



La JST retrouve sa deuxième place (Photo Adiac)

alors que la contre-performance est prohibée chez ses poursuivants. La JST, l'actuelle deuxième avec 52 points a dépassé l'Etoile du Congo (49 points) de trois longueurs après sa victoire 2-1 sur la Jeunesse sportive de Poto-Poto. Entre l'Etoile du Congo (3^e) et la JSP (4^e)

identique gardent eux aussi leur sixième place avec 42 points soit trois de retard que le Cara. Après il y a un écart considérable entre les Diables noirs et La Mancha septième au classement. Cette équipe de Pointe-Noire a amélioré son compteur à 31 points après sa victoire 2-0

BASKETBALL

Nobel Boungou Colo élève le niveau des jeunes basketteurs

Le basketteur français d'origine congolaise, évoluant à Limoges (France) a animé un stage de formation qui a réuni près de 200 jeunes à Pointe-Noire. À Brazzaville, il échangera avec les responsables de la Fédération et de la ligue.



Nobel Boungou Colo à son arrivée à Brazzaville Crédit photo Adiac

Pendant quatre jours, Nobel Boungou Colo s'est entraîné avec les jeunes ponténégrins. Il leur a montré quelques techniques de base de la discipline. A l'issue de la formation, ces jeunes ont reçu des kits sportifs faits de ballon, des maillots... Un terrain d'entraînement a, par ailleurs, été mis à leur disposition par la société Mayo, sponsor officiel de l'activité. Après Pointe-Noire, le basketteur franco-congolais a mis le cap sur Brazzaville depuis le 5 juillet. Dans la ville capitale, il n'aura un grand travail technique à réaliser sur l'aire de jeu. «*Je rencontrerai sans nul doute les membres*

de la Fédération congolaise de basket et ceux de la ligue départementale de Brazzaville pour échanger », a expliqué Nobel Boungou Colo.

En rappel, Nobeel Boungou Colo est né le 26 avril 1988 à Brazzaville. Il foule le sol français très jeune et fait ses premiers pas à l'âge de 15 ans à l'Alerte Juvisy, en cadet. C'est finalement lors de la saison 2007-2008 qu'il a signé son premier contrat professionnel à Orléans. Là, il joue à la fois pour l'équipe professionnelle du club et pour l'équipe Espoir Pro-A. ses qualités se sont révélées au grand jour. Le Mans n'a pas tardé à le recruter pour la saison 2011-2012. C'est à partir de là que le basketteur a découvert l'Euro coupe.

Contrat au Mans est arrivé à terme en janvier 2012. Un mois plus tard, il signe à Limoges Cercle Saint-Pierre. Son arrivée a dynamisé l'équipe pour laquelle il joue jusqu'aujourd'hui. Il convient que Nobel Boungou Colo a porté les couleurs de la France où il a été convoqué pour la première fois le 16 mai 2014 pour la Coupe du monde qui s'est disputée la même année en Espagne. Son palmarès est nourri de titres car il a été entre autres été champion de France en 2014 et 2015 avec Lomiges son club même si pour cette année il n'a pas été retenu pour préparation des Jeux olympiques de Rio 2016. C'est donc son expérience qu'il souhaite par partager avec les congolais férus de la discipline.

Rominique Nerplat Makaya